

L'ACTUALITE INTERNATIONALE

INTERNATIONAL FEDERATION OF ACCOUNTANTS

Conseil de normalisation des normes d'audit et d'assurance (IAASB)

L'IAASB met en ligne sa stratégie 2020-2023 ainsi que son programme de travail pour 2020-2021

La stratégie, que l'IAASB a élaborée au terme d'une consultation externe intensive au cours des deux dernières années, vise à construire une confiance durable dans le reporting des entreprises, à travers des missions d'audit et d'assurance de qualité élevée. L'IAASB prend acte de la nécessité d'aborder l'impact de la technologie, de tenir compte des besoins en information (et notamment non-financière) et de l'évolution des attentes s'agissant de l'audit. Pour le président de l'IAASB, Tom Seidenstein, cette stratégie et ce programme de travail fournissent une boussole majeure pour orienter l'IFAC sur des réponses pertinentes et novatrices.

La stratégie fixe trois objectifs qui guideront les priorités et les ressources de l'IFAC.

1. Mettre davantage l'accent sur les questions émergentes, afin de s'assurer que les normes internationales de l'IAASB fournissent les fondements des missions d'audit, d'assurance et de missions connexes, de qualité élevée ;
2. Innover dans les modes de fonctionnement de l'IAASB afin de renforcer et d'élargir l'agilité, les compétences et les capacités à exécuter les bonnes diligences au bon moment ;
3. Maintenir et approfondir les relations avec les parties prenantes afin de parvenir à des normes progressistes, opérationnelles et pertinentes au niveau international.

Le Programme de travail prévoit d'élaborer des projets de normes sur la continuité de l'exploitation, la fraude et les éléments probants et de travailler sur des textes abordant les besoins des auditeurs des Entités peu complexes, entre autres. L'IAASB cherche à élaborer des réponses documentées et ciblées lui permettant d'aborder les questions et les thèmes émergents ayant une pertinence internationale.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

IAASB - Communiqué de presse - 15 avril 2020

CONFEDERATION OF ASIAN AND PACIFIC ACCOUNTANTS (CAPA)

La CAPA met en ligne les publications de ses membres concernant la pandémie de Covid-19

La CAPA recense les initiatives de ses membres qui ont mis en place sur leur site une plateforme, mise à jour régulièrement, réunissant la documentation et les soutiens logistiques disponibles.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

CAPA – Communiqué de presse – 24 février 2020

GLOBAL REPORTING INITIATIVE (GRI)

La GRI publie un rapport sur l'apport du reporting intégré aux ODD

Les pouvoirs publics nationaux peuvent faire davantage pour tirer parti de la participation des secteurs privé et public à la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies (ODD).

La GRI met en ligne un rapport, intitulé «Using Corporate Reporting to Strengthen Sustainable Development Goals», qui présente cinq Recommandations à l'usage des décideurs nationaux sur la façon dont les gouvernements et les autres protagonistes peuvent utiliser le reporting d'entreprise pour amplifier les progrès des ODD au niveau national. Il est ainsi recommandé :

- d'impliquer le secteur privé dans chaque étape de la mise en œuvre des ODD ;
- de faciliter et d'améliorer l'efficacité de l'information fournie sur les ODD par les entreprises ;
- de s'aligner sur les pratiques et les référentiels en place en matière de présentation d'information ;
- d'utiliser un outil d'évaluation et de supervision pour identifier l'apport du secteur privé ;
- de veiller à un dialogue régulier entre les entreprises, les politiques et les investisseurs.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

GRI - Communiqué de presse - 9 avril 2020

ORGANISATION INTERNATIONALE DES COMMISSIONS DE VALEURS (OICV)

L'OICV intensifie ses efforts en vue de traiter les questions liées au développement durable et au changement climatique

Le Board de l'OICV met en ligne un rapport, intitulé «Sustainable Finance and the Role of Securities Regulators and IOSCO», qui vise à aider les participants du marché à aborder les questions liées au développement durable et au changement climatique. C'est le réseau de finance durable de l'OICV, Sustainable Finance Network (SFN), qui a préparé ce rapport, qui met en lumière trois thèmes récurrents faisant intervenir des référentiels et des normes, divers et multiples. Il s'agit des informations liées à la durabilité, d'un manque de définitions communes des activités durables et du blanchiment vert et des autres défis entravant la protection des investisseurs. Le rapport indique que de nombreux émetteurs et gestionnaires d'actifs ayant une activité transfrontière peuvent être assujettis à des régimes réglementaires différents ou participer à des initiatives régionales ou internationales multiples. Cette large diversité de régimes et d'initiatives réglementaires, souvent dotés d'objectifs et d'obligations incompatibles, est susceptible d'empêcher les parties prenantes de comprendre de façon exhaustive les risques et les opportunités qu'impliquent les activités commerciales durables.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

OICV – Communiqué de presse – 14 avril 2020

L'ACTUALITE EUROPEENNE

ACCOUNTANCY EUROPE (ACE)

ACE publie une nouvelle édition de sa Lettre d'information fiscale

ACE met en ligne une mise à jour de sa publication fiscale, Tax Policy Update, qui couvre la période du 6 au 17 avril 2020. Ce numéro indique notamment que :

- la Commission européenne maintient inchangé son programme de travail fiscal, en dépit du contexte de pandémie du Covid-19. Elle entend notamment s'en tenir à son calendrier initial concernant le Plan d'action pour la lutte contre l'évasion fiscale ;

- l'OCDE publie un nouveau rapport sur les mesures fiscales, intitulé «Les réponses des politiques fiscale et budgétaire à la crise du coronavirus», qui recense les mesures fiscales et budgétaires d'urgence prises par les pays à l'échelle mondiale et examine comment les politiques fiscale et budgétaire pourraient amortir l'impact des mesures actuelles de confinement et de réduction des risques. Le rapport identifie également les grandes réformes qui seraient nécessaires pour amorcer le redressement des finances publiques ;
- l'Allemagne compte inscrire la fiscalité en tête de son agenda lors de ses six mois à la présidence du Conseil de l'Union européenne, à compter de juillet prochain. Elle entend placer parmi ses priorités la Taxe européenne sur les transactions financières (TTF), dont les négociations stagnent actuellement, l'amélioration de la coopération entre les administrations fiscales, la fiscalité numérique et la lutte contre l'évasion fiscale ;
- la publication, par le Forum mondial sur la transparence et l'échange d'informations à des fins fiscales (Forum mondial) de l'OCDE, de huit nouveaux rapports d'évaluation par les pairs appréciant la conformité avec la norme internationale sur la transparence et l'échange d'informations.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse - 17 avril 2020

ACE publie une mise à jour de sa recension des moyens mobilisés par les organismes professionnels contre le Covid-19

ACE met en ligne une mise à jour de sa recension des moyens et des ressources mobilisés par les organismes professionnels européens.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ACE - Communiqué de presse – 15 avril 2020

EUROPEAN CORPORATE GOVERNANCE INSTITUTE

L'ECGI organise un webinaire à l'échelle mondiale

L'ECGI a organisé le 16 avril 2020 un webinaire de 24 heures, qui s'est successivement déroulé depuis l'Australie, le Japon, la Corée du Sud, Singapour, la Chine, Israël, l'Allemagne, la Suède, le Royaume-Uni et les Etats-Unis.

L'objectif de ce webinaire international était de mobiliser, face à la pandémie du Covid-19, une réflexion collective sur la situation et les politiques à mettre en œuvre pour assurer la résilience des entreprises, ainsi que leur reprise rapide et dynamique une fois la crise passée. Selon l'ECGI, les spécialistes de la gouvernance d'entreprise sont à même d'aider les décideurs politiques à concevoir des politiques saines et efficaces dans cette perspective.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ECGI - Communiqué de presse - 16 avril 2020

FEDERATION EUROPEENNE DE CONSEILLER FISCAL (ETAF)

Conférence de l'ETAF sur le Pacte vert européen vu d'un point de vue fiscal

L'ETAF maintient à ce jour sa conférence du 5 mai 2020 à Bruxelles consacrée au Pacte vert européen considéré d'un point de vue fiscal. La conférence sera composée de deux panels, le premier consacré aux mesures fiscales mises en œuvre pour lutter contre le réchauffement climatique et le deuxième consacré à l'impact du Pacte vert sur les entreprises. L'inscription se fait auprès de : info@etaf.tax

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

ETAF- Communiqué de presse -14 avril 2020

L'ACTUALITE PAR PAYS

ALLEMAGNE

L'Allemagne et la France mettent en place une norme de facturation électronique commune

Le Forum National de la Facture Electronique allemand (FeRD) et le Forum National de la Facture Electronique et des Marchés Publics français (FNFE-MPE) ont publié une norme de facturation électronique commune, qui va considérablement simplifier l'échange de factures électroniques entre les deux Etats. Il existe par ailleurs un programme en ligne d'établissement de factures électroniques en vue de leur généralisation parmi les petites entreprises.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

WPK – Communiqué de presse – 14 avril 2020

CANADA

Les responsabilités de l'auditeur face à la fraude lors d'un audit d'états financiers

Face à la recrudescence des cas de fraudes ayant donné lieu à des faillites d'entreprises dans le monde, la communauté internationale s'est intéressée à la question de savoir dans quelle mesure l'auditeur était responsable de détecter la fraude au moment d'auditer les états financiers. En 2019, le CCRC canadien a lancé une étude sur cette question. Il rend compte des premières conclusions auxquelles elle a donné lieu et souligne notamment l'importance des facteurs suivants :

- l'importance accordée par l'auditeur au programme de gestion des risques de fraude mis en place par l'entreprise ;
- l'évaluation de l'efficacité de la ligne réservée aux « lanceurs d'alerte » ;
- l'intervention de spécialistes dans les réunions de réflexion sur la fraude avec les auditeurs ;
- l'opportunité du recours à des spécialistes de la fraude et des questions judiciaires.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

L'échange CRCC - Février 2020

ETATS-UNIS

AMERICAN INSTITUTE OF CERTIFIED PUBLIC ACCOUNTANTS

Quelques astuces pour effectuer un audit dans des conditions de contrôle modifiées

La pandémie de Covid-19 soulève des questions sur l'audit approprié des états financiers lorsque les contrôles internes évoluent du fait des transformations radicales du volume et des activités de l'entreprise. Dans le contexte actuel, la plupart des entreprises sont impactées et avec elles leur mode de fonctionnement. L'AICPA livre quelques astuces quant à l'évaluation de l'environnement de contrôle, la conception des contrôles internes et les modalités d'inspection des documents.

Pour en savoir plus [cliquez ici](#)

Journal of Accountancy - 13 avril 2020

SUSTAINABILITY ACCOUNTING STANDARDS BOARD (SASB)

Le SASB nomme une nouvelle direction pour son groupe de travail Conseils aux investisseurs

Le SASB a annoncé la nomination des nouveaux président et vice-président de son «Investor Advisory Group», qui réunit depuis fin 2016 les principaux détenteurs et gestionnaires d'actifs engagés dans le développement durable, et pour ce faire dans la standardisation des informations sur la durabilité,

focalisée sur les investisseurs. Ce groupe s'inscrit dans le cadre des efforts du SASB en vue de sensibiliser les entreprises et les investisseurs aux impacts financiers de la durabilité et à l'utilisation d'outils intégrant les questions RSE dans le processus d'investissement.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

International Accounting Bulletin – 15 avril 2020

JAPON - JAPANESE INSTITUTE OF CERTIFIED PUBLIC ACCOUNTANTS (JICPA)

Déclaration du Président du JICPA en réponse aux résolutions du groupe constitué suite à la pandémie de Covid-19

Le Président du JICPA met en ligne une déclaration officielle, pour faire suite au texte publié par le «Networking Group on Corporate Year-End Closing of Accounts and Auditing in response to the Increasing Impact of Covid-19 », dont il est membre.

Cette déclaration est notamment destinée à encourager chaque entreprise et chaque cabinet d'audit à prendre des mesures appropriées et flexibles pour clôturer leur audit, éventuellement via des dérogations au calendrier usuel, compte tenu de l'éventualité grandissante de retards importants exogènes dans la mise en œuvre de leurs procédures. Par ailleurs, le JICPA renouvelle auprès de chaque professionnel sa demande de se conformer aux dispositions de l'état d'urgence déclaré par le gouvernement et les autorités locales.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

JICPA - Communiqué de presse - 16 avril 2020

Considérations relatives à l'audit dans le contexte de la pandémie de Covid-19

Le JICPA publie une note, composée de deux parties et intitulée Audit Consideration related to COVID-19 (Part 1 & 2), qui se focalise sur les considérations relatives à l'audit face au fort niveau d'incertitude entourant actuellement les estimations. Selon les normes d'audit généralement admises au Japon, l'auditeur est tenu de refuser d'exprimer une opinion lorsqu'il est en présence de multiples incertitudes, et ce même s'il a obtenu des éléments probants suffisants concernant chacune des incertitudes prises individuellement. Dans la situation actuelle, le JICPA invite les auditeurs à se forger une opinion sur les états financiers, sur la base de son jugement professionnel et en restant soucieux de l'intérêt général.

[Pour en savoir plus cliquez ici et cliquez ici](#)

JICPA - Communiqué de presse - 13 avril 2020

NOUVELLE-ZELANDE

NEW ZEALAND AUDITING AND ASSURANCE STANDARDS BOARD (NZAUASB)

Le NZAuASB consulte sur la transposition dans ses normes du Code de déontologie de l'IESBA

Le NZAuASB a mis en consultation un exposé-sondage, intitulé «Proposed Amendments to Professional and Ethical Standard, PES 1: Part 2, Assurance Practitioners Performing Professional Activities Pursuant to their Relationship with the Firm», qui vise à modifier la norme PES 1 pour l'harmoniser avec les préconisations de l'IESBA. Selon le NZAuASB, l'incorporation dans le PES 1 de la Partie 2 du Code de déontologie de l'IFAC sera bénéfique à l'ensemble des professionnels effectuant des missions d'assurance, notamment en rassemblant les obligations déontologiques applicables dans une même localisation.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

NZAuASB – Communiqué de presse – 17 avril 2020

ROYAUME-UNI

Financial Reporting Council (FRC)

Le FRC publie une Alerte sur les mesures à prendre concernant le dépôt des comptes et les AGE

Le 28 mars 2020, le Ministre britannique de l'énergie et de la stratégie industrielle (BEIS) a annoncé que le gouvernement allait dès que possible introduire une législation en vue d'aider les entreprises qui sont dans l'incapacité de se conformer à leurs obligations réglementaires et de dépôt des comptes au Registre des sociétés à cause du Covid-19. Dans ce contexte, le FRC présente une liste de Questions-Réponses destinées à fournir aux entreprises des informations complémentaires, leur permettant de planifier leurs activités au cours des prochains mois.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

FRC – Communiqué de presse – 17 avril 2020

Le FRC publie une mise à jour de ses ressources face à la pandémie de Covid-19

Depuis le début de la crise liée à la pandémie de Covid-19, le FRC s'attache à maintenir un dialogue régulier avec les cabinets d'audit afin de comprendre les problèmes pratiques auxquels ils doivent faire face dans leurs travaux. Il exploite ces informations en vue de fournir des recommandations pratiques qui permettront de s'assurer que les auditeurs réunissent des éléments probants appropriés suffisants pour étayer leur rapport d'audit en une période d'incertitude extrême. Le FRC précise par ailleurs que les normes comptables et d'audit sur la continuité d'exploitation n'ont pas changé. Il recommande aux auditeurs d'interroger les dirigeants sur leurs évaluations et estimations comptables et, face à l'incertitude ambiante, de s'assurer qu'ils disposent bien d'éléments probants suffisants pour étayer leurs opinions.

[Pour en savoir plus cliquez ici](#)

FRC – Communiqué de presse - 14 avril 2020